

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 14: JEUDI 11 DÉCEMBRE 2008

Jeudi, le segment de haut niveau de la CdP et CdP/RdP a commencé avec des déclarations de plus de 50 ministres et autres chefs de délégation se poursuivant jusqu'au soir. Une table ronde ministérielle informelle a également été tenue, dans laquelle les participants se sont penchés sur la question d'une vision commune de l'action concertée à long terme. En outre, des groupes de contact et des concertations informelles se sont déroulés tout le long de la journée sur une variété de sujets, dont le MDP, la mise en œuvre conjointe, le respect des dispositions, le Fonds d'adaptation et la seconde évaluation du Protocole au titre de l'Article 9. Jeudi soir, une réunion informelle des ministres a eu lieu pour donner une considération de haut niveau aux questions en suspens.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE LA CDP ET CDP/RDP

CEREMONIE D'OUVERTURE: Le segment de haut niveau a commencé avec les déclarations de personnalités invitées.

Le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, a mis en exergue l'opportunité offerte de traiter simultanément les problèmes du changement climatique et de la crise financière mondiale actuelle, à travers des investissements verts, la création de millions d'emplois et un "new deal vert" pour tous les pays.

Lech Kaczyński, président de la Pologne a souligné le besoin d'alléger la pauvreté et de faire face aux changements climatiques, et a mis en relief le rôle de chef de file de l'UE dans la lutte contre les changements climatiques, comme étant l'une des meilleures expressions de la solidarité.

Bharrat Jagdeo, président de la Guyane, a déclaré que les efforts internationaux visant à faire face aux changements climatiques restent "déplorablement inadéquats." Il a souligné la nécessité d'efforts plus importants pour encourager l'instauration d'économies à faible émission de carbone et d'un mécanisme REDD convenablement conçu.

Apisai Ielema, premier ministre de Tuvalu, a encouragé la mise en route et l'accessibilité du Fonds d'adaptation, le qualifiant de "fonds de la survie" des PEID. Il a encouragé l'entreprise d'une action par l'ensemble des principaux pays émetteurs de carbone, soutenant qu'on ne doit pas laisser Tuvalu couler pour permettre à d'autres pays de prospérer.

Fredrik Reinfeldt, premier ministre de la Suède, a indiqué que le monde a la capacité économique et technique d'atténuer les effets des changements climatiques et que son gouvernement a affecté 500 millions de dollars, sur les trois prochaines années, aux mesures d'adaptation.

Le secrétaire exécutif de l'UNFCCC, Yvo de Boer, a souligné que "le compte à rebours avance vers le rendez-vous de Copenhague" et a encouragé les ministres à envoyer un signal clair à partir de Pozna.

Le président de l'AWG-KP, Harald Dovland, a exposé les progrès accomplis depuis Bali, précisant que l'AWG-KP s'est accordé sur le programme de travail de 2009.

Le président de l'AWG-LCA, Luis Machado, a présenté le "document d'assemblage" comme étant une vue d'ensemble des idées et propositions soumises à l'AWG-LCA, et a indiqué que le groupe passerait à un mode de pleine négociation en 2009.

DECLARATIONS DES PAYS: Plus de 50 ministres et autres chefs de délégation ont présenté des déclarations. Plusieurs d'entre eux y ont réaffirmé leur engagement en faveur d'un cadre de travail équitable et complet pour l'après 2012, et ont indiqué que la crise financière mondiale devrait être perçue comme étant plutôt une opportunité d'agir qu'une entrave à l'action. Plusieurs intervenants

ont également parlé de l'importance de se fixer des objectifs à moyen et long termes et de passer à une économie à faible émission de carbone. Certains ont décrit les mesures d'atténuation et d'adaptation prises par leur pays et ont souligné le besoin d'un transfert des technologies et d'un soutien financier.

Antigua et Barbuda, au nom du G-77/CHINE, a exprimé son regret que ce qui était attendu du rendez-vous de Pozna n'ait pas été réalisé, et a appelé à un changement radical dans la démarche.

La France, au nom de l'UE, a réaffirmé l'objectif de l'UE en matière d'émissions, fixé pour 2020, a encouragé la réaffirmation de la volonté multilatérale, à Pozna, et a mis en exergue les interconnexions entre les changements climatiques, la biodiversité, la pauvreté et l'inégalité.

La Grenade, au nom de l'AOSIS, a fait part de sa déception quant à l'absence de progrès sur des questions comme celle du Fonds d'adaptation. Le délégué des Maldives, au nom des PMA, a déclaré qu'une élévation de 2°C de la température mettra la planète dans une "zone dangereuse." L'AOSIS et les PMA ont, tous deux, encouragé la lutte pour limiter à 1.5°C, l'élévation de la température, et les concentrations des gaz à effet de serre, à un maximum de 350 ppm, ainsi que des réductions d'émissions de l'ordre de 40% par les pays industrialisés à l'horizon 2020, par rapport aux niveaux de 1990.

L'Australie, au nom du GROUPE PARAPLUIE, a déclaré que le rendez-vous de Copenhague devrait produire une base solide et résistante pour le pilotage des efforts collectifs, et a accueilli avec satisfaction les discussions sur l'élaboration d'une vision commune. L'Algérie, au nom du GROUPE AFRICAIN, a déclaré que deux décennies de négociations n'ont pas produit les résultats escomptés, et que les pays industrialisés n'ont même pas honoré les objectifs les plus modestes approuvés à Kyoto.

Le délégué de la SUISSE a déclaré qu'à l'instar de l'UE, son pays entendait réduire ses émissions de 20% d'ici 2020, unilatéralement, et de 30%, si d'autres pays industrialisés prenaient une mesure comparable. L'INDONESIE a proposé la tenue d'un atelier sur les MEV et a encouragé l'entreprise d'actions concrètes concernant la REDD.

L'ALLEMAGNE a déclaré que ses ressources actuelles pour le Fonds d'adaptation ne sont pas adéquates. Le délégué a mis en garde les pays industrialisés qu'ils doivent cesser les "jeux de mots" et accepter les conclusions du GIEC, au risque de devenir "la risée."

Le JAPON a déclaré qu'il entendait annoncer, "au moment opportun" en 2009, un objectif national à moyen terme quantifié, fondé sur les conclusions scientifiques. La RÉPUBLIQUE DE COREE a annoncé son souhait d'accueillir la conférence Rio+20 en 2012. Le délégué des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que l'accord concernant l'après 2012 doit rendre compte des changements mondiaux survenus depuis les années 1990.

Le délégué de la CHINE a donné un aperçu des efforts fournis dans son pays dans le domaine de l'atténuation et a indiqué que toute tentative de fusionner les deux voies de négociation convenues à Bali serait préjudiciable et conduirait à une conférence de Copenhague "infructueuse." Le délégué du Royaume-Uni a attiré l'attention sur la déclaration d'intention sur la REDD élaborée par divers pays en développement et pays industrialisés, planifiée pour vendredi, et a mis en relief la contribution de 100 millions de livres sterling fournie par son pays pour les activités forestières. La FINLANDE a avalisé l'amélioration du rôle des femmes en tant qu'agents du changement.

L'ARABIE SAOUDITE a mis l'accent sur l'importance des PFC et sur l'impact des mesures de réactivité sur les pays en développement exportateurs de pétrole. La NOUVELLE ZELANDE a

proposé de se concentrer d'abord sur les règles devant régir les engagements avant de se focaliser sur les engagements eux-mêmes, et à encouragé l'examen approfondi de la gestion des sols et de la foresterie.

Le PEROU a offert d'accueillir la CdP 16. Le PAKISTAN a appelé à la mise en place d'une commission sur l'innovation, sous conduite de l'UNFCCC, pour l'examen des barrières posées par les DPI, au transfert des technologies.

Des enregistrements complets du segment de haut niveau seront disponibles en ligne à: <http://copportal1.man.poznan.pl>

TABLE RONDE MINISTERIELLE INFORMELLE

Jeudi après-midi et soir, les ministres se sont réunis pour une table ronde informelle sur l'élaboration d'une vision commune de l'action concertée à long terme. Trois groupes de sujets ont été examinés: La coopération à long terme dans le domaine de l'atténuation; la préparation aux inévitables changements climatiques; et l'architecture pour la fourniture du soutien financier et le transfert des technologies.

Le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, a souligné le besoin de s'accorder sur une vision commune pour engendrer la dynamique cruciale indispensable pour la conclusion d'un deal à Copenhague.

S'agissant de la coopération à long terme, l'AFRIQUE DU SUD a déclaré que la vision commune devrait comprendre la stabilisation des émissions atmosphériques et la promotion du développement durable, ainsi que le besoin d'établir un équilibre entre les mesures d'atténuation et les mesures d'adaptation. Le délégué a appelé les pays industrialisés à s'engager en faveur des réductions d'émissions de l'ordre de 80 à 90%, à l'horizon 2050, ainsi qu'en faveur d'un objectif à moyen terme, aux fins de permettre aux pays en développement de considérer la possibilité de s'écarter des niveaux d'une année de référence, d'ici 2020.

L'Australie a décrit une vision commune reflétant la nécessité, pour tous les pays, de découpler l'élévation des niveaux d'émissions et le développement économique. La Chine a plaidé pour la fixation d'objectifs d'atténuation à moyen terme, par les pays industrialisés, comme base pour la détermination des objectifs à long terme, et a mis en relief le droit au développement comme étant "un droit humain fondamental et inaliénable." Le Costa Rica a parlé de sa prise de mesures d'atténuation appropriée au plan national et de son intention de réaliser un niveau d'émissions neutre à l'horizon 2021.

L'Islande a annoncé un objectif de devenir un pays à émissions de carbone neutre en 2050, tandis que le Japon s'est fixé un objectif de réductions de l'ordre de 60 à 80%, à l'horizon 2050, et le Canada a annoncé son objectif consistant à produire 90% de ses besoins en électricité à partir de sources non émettrices de carbone, à l'horizon 2020.

L'UE a encouragé l'ensemble des pays industrialisés à annoncer leurs objectifs de réduction des émissions avant les prochaines sessions des GTS en mars 2009. L'Arabie Saoudite s'est opposée à la différenciation entre les pays en développement, tandis que la Suisse a proposé l'instauration d'une taxe mondiale sur les rejets de gaz carbonique.

Au sujet des mesures d'adaptation, le Panama et d'autres pays ont souligné le besoin de mettre en route le Fonds d'adaptation. L'Irlande a qualifié le Fonds de "emballant" et d'innovant, parce que l'accès direct en fait un fonds réactif de manière unique. Le délégué des Bahamas a souligné le besoin de systèmes d'alerte précoce et de technologies écologiquement rationnelles, de régimes d'assurance et d'une coopération internationale améliorée et soutenue par un fonds multilatéral pour la mise au point et le transfert des technologies. Le Vietnam a encouragé la fourniture d'un soutien par les pays industrialisés pour la lutte contre l'élévation du niveau des mers. L'Arabie Saoudite a mis l'accent sur les mesures d'adaptation aux effets défavorables et sur les mesures de réactivité. Le Bhoutan a déclaré que les pollueurs devraient fournir le financement destiné aux mesures d'adaptation. L'Egypte a proposé la création d'un groupe d'experts sur l'adaptation et le Népal a suggéré la création d'un centre de recherche climatique dans l'Himalaya.

Au sujet de l'architecture de la fourniture du soutien financier et du transfert des technologies, le délégué des Pays-Bas a suggéré de fusionner les propositions mexicaine (Fonds vert) et norvégienne (mise aux enchères des UQA), et a déclaré que les pays devraient payer en fonction de leurs capacités et de leur contribution aux émissions mondiales. Avec la Belgique et la Suisse, les Pays-Bas ont mis en exergue les principes d'équité, d'efficacité et d'utilité. Le Brésil a plaidé pour des mécanismes financiers non fondés sur la loi du marché, tandis que la Pologne a apporté son appui à l'idée d'améliorer le rôle des forêts dans les marchés de carbone mondiaux.

GROUPES DE CONTACT ET CONCERTATIONS INFORMELLES

FONDS D'ADAPTATION (CDP/RDP): Au cours de concertations informelles et un groupe de contact, les parties ont poursuivi l'examen de la question de l'accès direct des parties. Un groupe de pays en développement a insisté sur la mise en route de l'accès direct des parties, à Pozna, en dotant le Comité directeur du Fonds du pouvoir juridique nécessaire. Aucun accord n'a pu être atteint. Les concertations informelles se sont poursuivies jusque tard dans la soirée.

EVALUATION DE L'ARTICLE 9 (CDP/RDP): Les concertations informelles du matin se sont focalisées sur la question de l'extension de la part des produits, sur la base d'un nouveau texte proposé par les coprésidents. Des propositions de rechange ont été avancées par un pays en développement, proposant un prélèvement de deux pour cent aux émissions d'UQA, et un groupe de pays industrialisés, a offert une formulation plus générale. Un groupe de contact s'est tenu l'après-midi, et un comité de rédaction expert a travaillé toute la journée sur la portée, l'efficacité et le fonctionnement des mécanismes de souplesse, les coprésidents parlant d'une "bonne avancée," dans leur rapport.

MDP (CDP/RDP): Les parties se sont réunies dans un groupe de contact et des concertations informelles tout le long de la journée. Les points de divergence ont englobé la question de l'amélioration de l'objectivité concernant les niveaux de référence des émissions. La Colombie, l'Inde et l'Afrique du Sud ont fait objection à la mention de "points de repère," l'Inde et d'autres soulignant le besoin d'éviter le recours à des normes externes. L'UE, la Nouvelle Zélande, l'Argentine et d'autres ont finalement accepté la proposition de la Chine de demander au Comité exécutif du MDP de simplement améliorer l'objectivité dans la détermination des lignes de références des émissions.

Des divergences de vue ont également persisté sur le texte crochété soutenu par le Brésil, concernant l'extension des critères d'éligibilité des activités des projets de boisement/reboisement, et sur le texte crochété soutenu par l'Arabie Saoudite, concernant l'intégration des PFC dans le cadre du MDP.

Les vues des parties ont également divergé sur la répartition régionale et sous-régionale du MDP. La Colombie et l'Arabie Saoudite se sont opposées à la référence aux PAM, aux PEID et à l'Afrique dans le texte appelant à la facilitation des travaux sur les méthodologies dans certains pays, tandis que l'UE et d'autres lui ont apporté leur appui. L'Arabie Saoudite a rejeté la formulation de compromis "les pays et les régions sous représentés de manière importante." Le délégué s'est également opposé à la différenciation entre les pays qui disposent de moins de dix projets MDP. D'autres tentatives de parvenir à un compromis n'ont pas abouti non plus et des concertations informelles se sont poursuivies jusque tard dans la nuit.

RESPECT DES OBLIGATIONS (CDP/RDP): Au cours d'un bref groupe de contact, les parties ont décidé de transmettre le texte d'un projet de décision, pour adoption par la CdP/RdP.

MISE EN ŒUVRE CONJOINTE (CDP/RDP): Au cours d'un bref groupe de contact, les parties ont convenu de transmettre le texte d'un projet de décision à la CdP/RdP, pour adoption.

DANS LES COULOIRS

Le flux des nouvelles arrivées pour le segment de haut niveau a donné un surplus d'énergie dans les couloirs, jeudi matin. Toutefois, une partie de l'enthousiasme a semblé avoir diminué, jeudi soir, au moins chez ceux qui suivaient les discussions de la plénière. La table ronde ministérielle très attendue sur la vision commune n'a pas engrangé autant de louanges qu'avaient souhaités certains. Alors que de nombreux participants étaient en effervescence à propos des appels vigoureux en faveur de la mise en route du Fonds d'adaptation, d'autres ont semblé trouver ce sujet relativement ordinaire: "En dépit des meilleurs efforts du président et d'autres, les discussions ont semblé un peu plates et répétitives," était le verdict d'un délégué.

"La journée d'aujourd'hui a été encore une fois un occasion remarquable de réseautage et de travail relationnel, ce qui sera utile lorsque nous retrouverons l'année prochaine," a déclaré un observateur plus optimiste.

En attendant, la sécurité était hermétique, jeudi soir, autour de la réunion du groupe ministériel, pour aider à la conclusion d'un accord sur les questions en suspens. A partir de 22h30, il y avait peu d'activité dans les couloirs, au moment où les ministres étaient en discussion derrière des portes closes.

COMPTE RENDU FINAL DU ENB: Le numéro de *Earth Negotiations Bulletin* consacré à la synthèse et analyse de la CdP 14 sera disponible en ligne, à partir du lundi 15 décembre 2008, à: <http://www.iisd.ca/climate/cop14>